

## **Lettre des participants à la marche de protestation du 25 avril 2011, aux autorités tchadiennes**

Nous, Tchadiennes et Tchadiens résidant en France, réunis dans un rassemblement citoyen, ce jour lundi 25 avril 2011, à Paris, appelons solennellement les autorités officielles tchadiennes, en tant qu'institutions et en tant que responsables individuels, à prendre la mesure de la pente extrêmement dangereuse, sur la quelle le pouvoir actuel est en train d'entraîner notre pays, à travers la dénaturation du processus électoral.

Le simulacre d'élections, sans fondements juridiques, sans légitimité politique, sans même véritables candidats et sans objet, constitue un facteur supplémentaire de complication de la crise de confiance qui mine notre société depuis l'indépendance.

A l'heure de la mondialisation, de la compétition commerciale et technologique, de l'éveil de la conscience des peuples et des élites, et des immenses défis politiques et socio-économiques qui en découlent, le Tchad ne peut se permettre de donner ce triste spectacle à la communauté internationale ainsi qu'à sa propre jeunesse.

Aussi, nous joignons notre voix à celles des forces démocratiques de l'intérieur pour exiger l'annulation de ces fausses élections présidentielles.

De même que nous réitérons l'appel des forces vives de notre pays, appuyées par les démocrates africains et français, pour une transition démocratique pacifique, à travers un dialogue national inclusif, afin de formuler un nouveau consensus national, rétablir l'unité nationale et restaurer l'autorité de l'Etat, mises à mal par vingt ans de gestion hasardeuse.

Dans l'immédiat, au lieu de dilapider les ressources dans des carnivals électoraux et de ruineuses réalisations de prestige, nous exhortons les autorités tchadiennes à traiter les problèmes brûlants qui empoisonnent la vie nationale ; à savoir : la lumière définitive sur l'enlèvement du professeur Ibni Oumar Mahamat Saleh, la démilitarisation des institutions administratives, le respect de l'indépendance de la justice et, last but not least, l'orientation des revenus pétroliers vers l'amélioration des conditions de vie et de travail des paysans, ouvriers, étudiants, fonctionnaires etc., ainsi que le renforcement de la société civile.

---

*Les participants à la marche de protestation du 25 Avril 2011*

*Copie au ministère français des Affaires étrangères, Parlement français, instances de l'Union européenne et de l'Union africaine.*